



CTB RD CONGO

**AGENCE BELGE
DE DÉVELOPPEMENT**

**FONDS D'ETUDES ET
D'EXPERTISE
RDC0302011**

**RAPPORT COMPLEMENTAIRE
2011**

Table des matières

INFORMATIONS DE BASE SUR LA PRESTATION	3
CONTEXTE ET JUSTIFICATION	4
1. DESCRIPTION DE LA PRESTATION	5
1.1 FONCTIONNEMENT DU FONDS	5
1.2 L'EXPERTISE	7
1.2.1. Volet Expertise court terme	7
1.2.2. Volet Expertise long terme	8
1.3 LES ÉTUDES	10
1.4 TAUX DE DÉCAISSEMENT	14
2. APPRECIATION DE LA PRESTATION	15
2.1 ETUDES	15
2.2 L'EXPERTISE	15
3. CONCLUSIONS	16

INFORMATIONS DE BASE SUR LA PRESTATION

Financement	Direction Générale de la Coopération au Développement, Belgique
Exécution	Coopération Technique Belge (CTB)
Partenaires	Ministère du plan/Ministère de la Coopération Internationale et Régionale
Localisation du projet	Kinshasa RDC
Bénéficiaires directs	Ministères et organismes publics
Date de signature de la Convention Spécifique	06/10/2003
Durée	Initiale : 36 mois 1 ^{ère} prolongation : 36 mois 2 ^{ème} prolongation : jusqu'au 31 décembre 2009 3 ^{ème} prolongation : jusqu'au 30 juin 2010 4 ^{ème} prolongation : jusqu'au 31 décembre 2010 5 ^{ème} prolongation : jusqu'au 31 décembre 2011
Date de fin de Projet	31 décembre 2011
Budget	10.000.000 €
Objectif global	Contribuer à la qualité du programme Indicatif de Coopération - PIC - en rapport avec les priorités définies par le Gouvernement de la RDC dans le Document de la Stratégie pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté – DSCR. P.
Objectif spécifique	Soutenir la préparation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des projets et programmes de développement dans le cadre du PIC en finançant la réalisation d'études d'identification, des expertises et missions de courte durée, des séminaires, des ateliers et des activités de recherche.

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Démarré le 6 octobre 2003, le Projet Fonds d'étude connaîtra plusieurs prolongations par divers Echanges des lettres entre les deux Parties.

La décision prise en novembre 2009 lors de la signature du PIC 2010-2013 aura été de procéder à une reformulation du Projet en vue d'établir de nouvelles règles de gestion en tenant compte des leçons apprises et de l'évolution générale de la coopération belgo-congolaise. Il sera proposé de procéder à une prolongation sur l'année 2010 afin de permettre l'élaboration d'un Dossier Technique et Financier auquel serait joint un rapport final des prestations.

Arrivé au 31 décembre 2010, la nouvelle Convention spécifique n'aura pas été signée et plus aucun nouvel engagement ne pouvait être décidé. C'est au 31 mars 2011 que les deux Parties s'accordent pour une nouvelle prolongation allant jusqu'au 31 décembre 2011 avec la perspective qu'une fois la nouvelle Convention validée on procéderait au transfert des actifs et passifs en cours sur l'actuel Fonds.

Sont disponibles à ce stade :

- Le projet de DTF ;
- Le Rapport final couvrant la période 2003-2010 ;
- Le Rapport annuel 2011 se rapporte à la dernière prolongation.

Le présent rapport est conçu comme une annexe au rapport final 2003-2010 dont il étend l'information jusqu'à l'année 2011. Les 9 mois de prolongation n'ont pas modifié substantiellement l'analyse de la prestation ainsi que les conclusions.

Il se limite à présenter le récapitulatif de toutes les études traitées et expertises mises à disposition, à définir les tendances particulières de cette année et à préciser les résultats financiers.

1. DESCRIPTION DE LA PRESTATION

1.1 Fonctionnement du Fonds

Au cours de cette année supplémentaire, le Fonds d'études et d'expertise a évolué comme sur les deux années précédentes sous la gestion opérationnelle du sénior programme officer national supervisé par le Représentant résident.

Durant le premier trimestre 2011, les activités exécutées correspondaient aux engagements pris avant le 31 décembre 2010. C'est au cours du deuxième trimestre que des requêtes ont été reçues et examinées.

Cette nième prolongation s'est faite sans une orientation stratégique ou opérationnelle particulière hormis une certaine prise en compte lors des validations des requêtes, des recommandations du PIC 2010-2013 en ce qui concerne les zones géographiques et les secteurs d'intervention.

Les tableaux plus bas présentés, reprennent l'ensemble des requêtes reçues, examinées, traitées (soit validées, soit rejetées), exécutées ou clôturées durant toute l'existence du Fonds, de 2003 à 2011.

1.2 L'expertise

Voici un aperçu des prestations dans le domaine de l'expertise¹ :

1.2.1. Volet Expertise court terme

Institution	Service	SECTEUR	Date de demande par le Ministère	Délai de mise à disposition	Début contrat	Fin contrat	Coût de la prestation	Durée de la prestation
Institution citoyenne	HAM (Haute Autorité des Médias)	GOUVERNANCE	20/09/2004	33 jrs	22/10/2004	30/01/2005	35 382 €	20 jrs
Ministère du Plan	Appui à l'élaboration du DSCR (4 missions de courte durée)	GOUVERNANCE	27/01/2005	45 jrs	12/10/2005		14 090 €	28 jrs
					25/04/2006		13 660 €	20 jrs
					25/04/2006		1 800 €	15 jrs
					25/04/2006		2 400 €	20 jrs
					14/04/2005		20 155 €	31 jrs
Ministère de la Santé	PNLS	SANTE	N.D.	N.D.	01/01/2008	31/03/2008	11 044 €	90 jrs

¹ Sont considérés comme **appuis logistiques**, dans ce tableau, exclusivement les appuis venus s'ajouter aux prestations des experts et à leur initiative pour renforcer l'impact de leurs interventions. A l'opposé, le financement des aspects logistiques compris dans les études n'a pas été dissocié.

1.2.2. Volet Expertise long terme

SECTEUR	Nom	Institution d'affectation / Ministère	Date de demande par le Ministère	Délai de mise à disposition	Début contrat	Fin contrat	Coût de l'expertise	Durée de la prestation	Appuis logistiques	Coût total de l'intervention
TRANSPORT	Grégory DARCIS	Ministère de transports	03/11/2003	429 jrs	05/01/2005	31/12/2008	571 080 €	1456 jrs	194 086 €	765 166 €
TRANSPORT	Yves GALVEZ	Ministère de transports	03/11/2003	821 jrs	01/02/2006	31/01/2009	526 214 €	1095 jrs	142 279 €	668 493 €
INFRASTRUCTURE	Jean-Marc GAUTHIER	Cellule Travaux Publics et Infrastructures	N.D.	N.D.	01/05/2006	31/07/2007	217 648 €	456 jrs	78 467 €	296 115 €
ENVIRONNEMENT	Emmanuel HEUSE	FLEGT	02/02/2008	577 jrs	01/09/2009	30/06/2011	358 786 €	667	83 529 €	442 315 €
AGRICULTURE	Alain HUART	Ministère de l'Agriculture	19/01/2004	317 jrs	01/12/2004	30/04/2008	524 590 €	1246 jrs	226 867 €	751 457 €
GOUVERNANCE	Fatima KEKO	Ministère du Plan	27/06/2005	734 jrs	01/07/2007	30/06/2010	406 330 €	1095 jrs	76 100 €	482 431 €
GOUVERNANCE	Paul LAMBERS	Ministère du Plan	27/06/2005	841 jrs	16/10/2007	31/10/2008	169 221 €	381 jrs	57 335 €	226 556 €
GOUVERNANCE	Jean-Luc MOUZON	Représentation CTB	N.D.	N.D.	12/01/2004	11/07/2005	191 053 €	546 jrs	5 187 €	196 240 €

TRANSPORT	Ghislain MULLER	ONATRA	03/11/2003	609 jrs	04/07/2005	15/03/2006	140 248 €	254 jrs	9 405 €	149 653 €
TRANSPORT	Lona Charles OUATTARA	Ministère de transports	03/11/2003	849 jrs	01/03/2006	28/02/2009	528 149 €	1095 jrs	87 564 €	615 713 €
TRANSPORT	Luc PEETERS	ONATRA	remplacement		10/05/2006	30/09/2006	79 114 €	143 jrs	3 050 €	82 164 €
GOUVERNANCE	Kurt PETIT	Ministère du Plan	remplacement		15/06/2009	14/03/2011	218 187 €	637 jrs	57 219 €	275 406 €
GOUVERNANCE	Boulei TOURE	Ministère du Plan	27/06/2005	920 jrs	03/01/2008	31/12/2010	466 629 €	1093 jrs	38 861 €	505 490 €
TRANSPORTS	Gregory DARCIS	Ministère des Transports	18/05/2010							

Observations

- Il n'y a plus eu d'experts court-terme depuis 2008 ;
- Il n'y a plus aucun expert long-terme a depuis juin 2011 et un recrutement est en cours dans le secteur du Transport.

1.3 Les études

La situation des études traitées durant l'année 2011 se présente comme ci-dessous. (ND=donnée non disponible)

°	ETUDES	SECTEUR	Date réception de l'étude	Date de validation	Date de démarrage effectif	Délai de mise en œuvre	Budget *	STATUT
1	Etude de faisabilité d'un approvisionnement national en médicaments	SANTE	25/01/2001	07/08/2001	21/01/2002	361 jrs	62 949 €	Clôturé
2	Etude de faisabilité du programme de réhabilitation des locomotives CMI et voitures pour transport urbain à Kinshasa	TRANSPORT	29/05/2001	17/08/2001	10/01/2002	226 jrs	60 611 €	Clôturé
3	Etude technico-économique du réseau ONATRA de télécommunication et informatique	TRANSPORT	25/01/2001	17/08/2001	10/01/2002	350 jrs	58 835 €	Clôturé
4	Réhabilitation du casier judiciaire et appui à la police scientifique	GOUVERNANCE	25/01/2001	17/08/2001	28/01/2002	368 jrs	34 828 €	Clôturé
5	Renforcement des structures régionales de planification	GOUVERNANCE	29/05/2001	22/08/2001	08/03/2002	283 jrs	50 080 €	Clôturé
6	Etude préliminaire sur la réforme de la fonction publique	GOUVERNANCE	21/11/2001	19/04/2002	11/05/2002	171 jrs	120 000 €	Clôturé
7	Renforcement des capacités au sein de l'inspection générale des finances	GOUVERNANCE	25/01/2001	Non validée				
8	Renforcement des capacités de la Cour des Comptes	GOUVERNANCE	09/10/2001	Non validée				
9	Appui institutionnel de la Direction Générale des Contributions du Ministère des Finances et Budget	GOUVERNANCE	09/10/2001	Non validée				
10	Etude de faisabilité de la production locale et de la distribution des moustiquaires imprégnées d'insecticide	SANTE	23/12/2002	17/01/2003	22/06/2003	181 jrs	67 000 €	Clôturé
11	Etude en vue de la préparation et structuration en RDC au projet PUMA	SANTE	23/12/2002	17/01/2003	21/11/2003	333 jrs	67 000 €	Clôturé
12	Etude de faisabilité de mise en œuvre de mutuelles de santé	SANTE	05/01/2004	26/03/2004	27/09/2004	266 jrs	66 760 €	Clôturé
13	Appui à l'identification du projet PAIDECO BBK	GOUVERNANCE	25/01/2005	12/03/2005	25/04/2005	90 jrs	5 000 €	Clôturé
14	Etude d'identification d'un projet de pêche artisanale	AGRICULTURE	13/05/2005	23/06/2005	04/09/2005	114 jrs	30 865 €	Clôturé
15	Etude d'identification d'un projet d'appui au secteur semencier	AGRICULTURE	13/05/2005	23/06/2005	04/09/2005	114 jrs	30 865 €	Clôturé
16	Identification d'un nouveau projet de développement des zones de santé de la ville de Kisangani	SANTE	09/09/2005	27/09/2005	11/11/2005	63 jrs	17 115 €	Clôturé

17	Identification du projet « Appui institutionnel au Ministère de l'Enseignement Primaire Secondaire et Professionnel »	EDUCATION	31/08/2005	03/11/2005	06/03/2006	187 jrs	64 015 €	Clôturé
18	Evaluation des capacités opérationnelles de l'Institut Géographique du Congo	EDUCATION	14/10/2005	15/11/2005	13/03/2006	150 jrs	57 470 €	Clôturé
19	Formations post universitaires en RDC	EDUCATION	ND	ND	31/01/2007		28 458 €	Clôturé
20	Appui logistique pour la préparation du PIC 2008-2010	GOUVERNANCE	31/01/2007	ND	29/03/2007	57 jrs	16 517 €	Clôturé
21	Appui FORUM sur la Décentralisation	GOUVERNANCE	08/04/2007	ND	ND		41 316 €	Clôturé
22	Appui logistique au Secrétariat général à la Coopération Internationale (MINCIR- président du Comité des partenaires)	GOUVERNANCE	19/11/2007	ND	19/11/2007	0	134 000 €	En cours
23	Appui logistique la Direction de Coordination des Ressources extérieures (MINPLAN)	GOUVERNANCE	19/11/2007	ND	19/11/2007	0	64 000 €	Clôturé
24	Consultations pour l'appui au Ministère du Plan en matières de consultations nationales de la société civile sur l'efficacité de l'aide	GOUVERNANCE	22/05/2008	16/06/2008	20/06/2008	29 jrs	8 700 €	Clôturé
25	Audit institutionnel des structures de coordination de la lutte contre le VIH/SIDA	SANTE	01/02/2008	20/05/2008	04/06/2008	124 jrs	15 211 €	Clôturé
26	Etat des lieux des ITM et IEM par le Ministère de la Santé, Vlième Direction	SANTE	13/03/2008	25/03/2008	10/06/2008	89 jrs	111 291 €	Clôturé
27	Appui à la ville de Lubumbashi à travers le Comité Provincial de Pilotage de la Stratégie de renforcement du Système de Santé	SANTE	13/03/2008	25/03/2008	23/01/2009	316 jrs	137 002 €	En suspens
28	Expert national attaché au Ministère du Développement rural pour Groupe Thématique 8.	DEVELOPPEMENT RURAL	17/07/2009	17/07/2009	01/10/2009	76 jrs	12 000 €	Clôturé
29	Appui au processus de validation de la RDC à l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives.	GOUVERNANCE	17/07/2009	17/07/2009	29/07/2009	12 jrs	100 000 €	Clôturé
30	Appui au COMPAR atelier résidentiel	GOUVERNANCE	10/08/2009	10/08/2009	ND		8 704 €	Clôturé
31	Assainissement des établissements de l'Enseignement supérieur et universitaire.	EDUCATION	17/07/2009	11/02/2010	24/03/2010	250 jrs	22 569 €	Clôturé
32	Appui à la préparation de la Commission Mixte	GOUVERNANCE	17/07/2009	ND			5200	Clôturé
33	Consultant expert en Efficacité de l'aide auprès du Ministre du Plan	GOUVERNANCE	18/11/2009	ND	15/03/2010	117 jrs	8 100 €	Clôturé
34	Vulgarisation de la Déclaration de Paris et des Principes pour l'engagement international	GOUVERNANCE	03/05/2010	07/07/2010	13/09/2010	133 jrs	26000	Clôturé
35	Requête de financement pour la Direction de Planification Régionale/Ministère du Plan	GOUVERNANCE	29/04/2010	Non validée			271 260 €	

36	Etude relative à l'évaluation de l'impact des politiques budgétaires de la RDC sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté sur la période 2000-2009.	GOUVERNANCE	10/05/2010	Non validée			25 000 €	
37	Renforcement des capacités et formation du personnel du Secrétariat Général aux Réformes Institutionnelles	GOUVERNANCE	14/07/2010	A reformuler			99 500 €	Rejeté
38	Réorganisation du cadre organique du Secrétariat général à la Coopération Internationale et Régionale	GOUVERNANCE	02/08/2010	14/10/2010	16/11/2010	106 jrs	80 000 €	En cours
39	Evaluation du Programme de Micro-interventions	GOUVERNANCE	04/08/2010	16/08/2010	05/11/2010	81 jrs	33 000 €	Clôturé
40	Organisation d'un atelier national sur la validation d'un guide méthodologique de planification	GOUVERNANCE	01/10/2010	14/10/2010	10/10/2010	9 jrs	13 550 €	Clôturé
41	Appui à la négociation de l'Accord de partenariat Volontaire dans le processus FLEGT	ENVIRONNEMENT	21/09/2010	14/10/2010	15/10/2010	24 jrs	32 000 €	Clôturé
42	Réorganisation du cadre organique du Secrétariat général à la Coopération Internationale et Régionale	GOUVERNANCE	02/08/2010	14/10/2010	16/11/2010	106 jrs	80 000,00	En cours
43	Atelier national pour l'élaboration du Plan stratégique et financier du Fonds National de Promotion et de Service Social	GOUVERNANCE	04/11/2010	20/12/2010	14/05/2011	191 jrs	23 753 €	Clôturé
44	Appui à l'Autorité de régulation des marchés publics	GOUVERNANCE	29/10/2010	26/11/2010			200 000 €	Validation conditionnelle
45	Appui transitoire aux premières étapes du processus de négociation de l'Accord de Partenariat Volontaire dans le cadre du FLEGT	GOUVERNANCE	24/11/2010	26/11/2010	12/12/2010	18 jrs	49 101 €	Clôturé
46	Financement d'un accompagnement des exécutifs provinciaux dans l'élaboration de leurs plans quinquennaux	GOUVERNANCE	25/11/2010	26/11/2010	03/12/2010	8 jrs	44 702 €	Clôturé
47	Formation des inspecteurs du SENARFOR	EDUCATION	15/11/2010	26/11/2010	22/07/2011	249 jrs	36 425 €	Clôturé
48	Etude du plan d'amélioration de la mobilité à Kinshasa	TRANSPORT	26/11/2010	26/11/2010	01/06/2011	187 jrs	218 623 €	Clôturé
49	Préparation d'une nouvelle stratégie de gestion du secrétariat Général du Développement Rural	DEVELOPPEMENT RURAL	ID	24/06/2011	28/07/2011		35 099 €	En cours
50	Redynamisation du Comité de Coordination des Ressources Extérieures (MINCIR)	GOUVERNANCE	24/06/2011	30/09/2011			63 200 €	En préparation
51	Elaboration des indicateurs du secteur des infrastructures (MINIPLAN)	GOUVERNANCE	12/04/2011	24/06/2011	17/08/2011	127 jrs	64 000 €	En cours
52	Mission d'évaluation physique et financière des ponts et routes de desserte agricole du Katanga/Territoire Kabongo	TRANSPORT	14/05/2011	-			46 153 €	Rejetée
53	Détermination des sites potentiels d'extraction de méthane des eaux du Lac Kivu: Etude détaillée de la bathymétrie de la côte congolaise.	ENERGIE	15/02/2011				113 347 €	En examen

54	Appui à la restructuration administrative et financière de l'INRB (Institut Nationale de Recherche Biomédicale)	SANTE	23/06/2011	24/06/2011			60 000 €	En préparation
55	Contribution à la réalisation d'un atelier de modernisation de l'Hôpital SENDWE	SANTE	08/06/2011	24/06/2011			20 000 €	En préparation
56	Prestation d'un Conciliateur ITIE pour l'exercice 2010-2011 (Ministère du Plan)	GOUVERNANCE	29/09/2011	17/11/2011			67 000 €	En préparation
57	Actualisation du Plan National Semencier et Programme Intérimaire de renforcement du sous-secteur semencier dans les zones du PIC belgo-congolais	AGRICULTURE	24/06/2011	17/11/2011			48 000 €	En préparation
58	Etude d'impact environnemental et social du Projet de production de l'énergie électrique à partir du gaz méthane du Lac Kivu	ENERGIE	12/11/2011				200 000 €	En examen
59	Plan national (et provinciaux) d'investissement agricole	AGRICULTURE	17/11/2011				170 000 €	En examen

Observations :

- 5 études sont en cours d'exécution ;
- 5 études sont en préparation ; trois se réfèrent à une procédure de marchés publics, celle du MINCIR de la finalisation de l'appui en cours, la dernière dépend des financements tiers que le Ministère de la Santé tarde à mobiliser ;
- Une étude (Appui à la ville de Lubumbashi à travers le Comité Provincial de Pilotage de la Stratégie de renforcement du Système de Santé) est en suspens pour justification incomplète des avances ; le solde à clarifier est de 6.906 \$. Le Comité des partenaires a recommandé une mission de conciliation et un remboursement le cas échéant ;
- 3 études sont en attente d'une décision du Comité des partenaires ;
- Une étude (Appui à l'Autorité de régulation des marchés publics) a été approuvée sous condition. La pertinence de la requête est évidente mais la lenteur dans la mise en place des structures au niveau national et provincial a conduit à la retenue ; sans une existence physique, les formations sollicitées ne pourront être réalisées.

1.4 Taux de décaissement

Les dépenses cumulées à 2011 sont estimées à 7.664.950 euros, ce qui porte le taux global de décaissement du Fonds à 77 % du budget alloué.

Les dépenses pour les études en cours d'exécution ainsi que les études validées en préparation de mise en œuvre constituent les engagements qui iront au-delà du 31 décembre 2011 ; ils sont évalués à 336.000 euros.

Le solde effectif au terme du Programme correspondrait à **1.999.050** euros

Evolution des décaissements

Le rythme annuel (exprimé en milliers d'euros) a évolué de la manière ci-après :

DESIGNATIONS	2 004	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2011 ²	TOTAL	%
Rémunérations	41,4	496,5	894,5	828,4	1 048,7	520,9	863,6	102	4 796,00	62%
Appui Logistique ³	154,2	269,5	282,4	567,7	259,0	178,4	207,7	208,2	2 127,05	28%
Etudes	0,0	0,0	0,0	53,3	1,5	136,3	147,2	403,6	741,9	10%
TOTAL GENERAL	195,6	766,1	1 176,9	1 449,4	1 309,2	835,6	1218,6	713,8	7 664,95	100%

Observations

La présentation du taux de décaissement permet de faire les observations suivantes :

- Le niveau de décaissement limité au début de la mise en œuvre du FEE s'explique surtout par le délai important de mise à disposition des experts, et aussi par la connaissance limitée du FEE auprès des institutions éligibles et par l'absence des procédures opérationnelles claires ;
- La diminution du décaissement en 2008 et 2009 est liée avec le ralentissement du dialogue politique.
- À partir de 2009, une tendance se dessine, les institutions bénéficiaires, auprès desquelles, il n'y a d'expert CTB, prennent l'initiative des requêtes pour des études ponctuelles.
- En 2011, le grand poste de dépenses est relatif aux études et les experts atteignent le niveau le plus bas par rapport à l'année de démarrage.

² Dépenses effectives au 31 septembre et prévisions des dépenses du dernier trimestre 2010

³ Dans ce tableau, l'appui logistique reprend toutes les dépenses qui ne correspondent ni à la mise à disposition d'experts, ni aux prestations donnant lieu un rapport d'études.

2. APPRECIATION DE LA PRESTATION

Les constats énoncés dans le rapport final demeurent valables.

2.1 Etudes

Le thème dominant des interventions demeure la **Gouvernance** ; elle a un caractère transversal (cas de l'élaboration des plans quinquennaux) ou sectoriel (cas plus fréquent avec la réorganisation des cadres et structures organiques). Cette tendance est pleine de sens et traduit le besoin général de l'Etat congolais à évoluer dans un environnement administratif plus ordonné avec des plans stratégiques bien définis.

Les premiers bénéficiaires du Fonds sont les ministères membres du Comité des partenaires. Ils sont les rares informés de l'existence du Fonds et des mécanismes d'accès. Des dispositions pour remédier à cette faiblesse ont été préconisées dans le DTF du futur Projet, à savoir un budget de communication.

Il revient de souligner l'apparition d'un autre secteur, celui de l'énergie. Deux requêtes distinctes se réfèrent à l'exploitation du gaz méthane dans le lac Kivu. Le Ministère de l'Energie aura eu des contacts avec des bureaux d'études privés sans pour autant s'être approprié du processus.

Les délais d'exécution sont restés dans le même ordre 90 jours par l'effet conjugué de la qualité des requêtes qui exige dans la plupart des cas une reconfiguration détaillée avant son approbation formelle d'une part, et la schématisation de la mise en œuvre, d'autre part.

2.2 L'expertise

Subséquemment au rapport 2003-2010, on notera pour ce qui concerne la mise à disposition d'expertise les points ci-après:

- La double prolongation de l'expert FLEGT dont le contrat initial arrivait à terme au 30 juin 2009 de deux fois six mois en vue de ne pas abandonner le processus de négociations pour le partenariat volontaire sans un relais par d'autres bailleurs. Comparé aux dispositions de prolongation des projets, cette flexibilité est un atout pour le Fonds.
- On compte trois cas d'experts convertis opportunément en chef de projet dans le secteur dont ils émanent, précisément Alain HUART, Yves GALVEZ, Kurt PETIT. Ce dernier cas a toutefois la particularité qu'il s'agissait de répondre à une demande prolongation par le Ministre de tutelle que la CTB a positivée en proposant un démarrage rapide du Projet appui institutionnel par une procédure exceptionnelle de recrutement. Six mois ont été gagnés sur le démarrage du projet.
- Les délais de mise à disposition des experts ne se sont guère améliorés avec le temps ainsi que le démontre la requête du Ministre des Transports pour un expert en transport multimodal attaché auprès du cabinet du Ministre initiée en mai 2010. Pour diverses raisons, ce délai est à plus de **550 jours** et court encore. Dans un Etat en situation de fragilité, de tels délais de mise à disposition de l'expertise se révèlent inappropriés.

3. CONCLUSIONS

L'exercice 2011 conforte les conclusions et leçons telles qu'éditées dans le rapport final 2003-2010.

Le Fonds de mise à disposition des experts et de financement des études est sans aucun doute l'un des moyens les plus directs dans le renforcement des capacités de gestion opérationnelle et stratégique des institutions congolaises. Il se présente comme un outil de coopération flexible et relativement rapide comparé à la mise en œuvre des interventions bilatérales de projet.

Quelle que soit l'évolution politique du pays, les réformes sectorielles sont innombrables et impérieuses. Le besoin en études approfondies et en expertise de haut niveau n'est que plus accrue. **La pertinence** du Fonds est constante et irréfutable.

La question majeure est de pouvoir circonscrire les engagements aux seuls secteurs du PIC 2010-2013. Il ne paraît pas évident de pouvoir exclure de requêtes sur la simple base qu'elle ne corresponde pas aux secteurs prioritaires indiqués par le PIC. C'est le cas de l'appui à l'autorité de la régulation des marchés publics ; si on sait motiver la validation, outre autres considérations, sur le principe qu'il relève de la gouvernance thème transversal du PIC, il n'est pas aussi simple d'affecter un expert au cabinet du Ministre des Transports. S'il est pris comme de l'appui au secteur des transports, il y a aurait à discuter et tel a été notamment le débat. Mais dans le contexte particulier de la RDC, où les déficits en transports et communications affectent même les interventions de coopération, pourrait-on passer outre telle requête. La définition d'une matrice des critères pondérés pour évaluer la requête sera la priorité du prochain Fonds, sinon une dispersion des efforts affectera **l'efficacité** du Fonds dans son ensemble.

Depuis les élections de novembre 2011, la RDC entre dans un nouveau quinquennat comprenant à l'heure actuelle un potentiel d'incertitudes et son lot de risques. La 2^{ème} phase comprend les élections provinciales prévues en mars 2012 mais dont on perçoit pleinement le report. Ainsi, **la durabilité** globale de l'intervention sera dépendante du leadership du futur gouvernement central ainsi que de l'équilibre des pouvoirs d'autant que le PIC recommande une approche vers le niveau provincial.